

Prenons l'expérience de l'Italie et de la France au cours des deux dernières années. Dans une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, la classe ouvrière aurait eu besoin de syndicats révolutionnaires, capable d'unifier les luttes au niveau le plus élevé, de les développer au maximum, de les faire déboucher dans des luttes anticapitalistes, contre le système en tant que tel. Mais de tels syndicats n'existent pas. La classe ouvrière aurait eu besoin d'organes de pouvoir ouvrier, tels à assurer une recomposition et une mobilisation de la classe dans son ensemble, d'organes de type soviétique. Mais de tels organes n'existent pas. La classe ouvrière aurait eu besoin du parti révolutionnaire. Mais ce parti n'existe pas. Voilà les contradictions les plus éclatantes, les plus dramatiques de l'étape historique dans laquelle nous nous trouvons.

Il est évident pour nous que ces carences que nous ressentons si durement aujourd'hui, ont des racines profondes. Si la social-démocratie a encore une telle puissance dans certains pays d'Europe, cela est dû en dernière analyse, au fait que le système capitaliste a eu la possibilité d'utiliser en fonction du maintien de son équilibre des instruments qui à l'origine devaient servir à la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. En ce qui concerne un secteur encore assez large du prolétariat européen, l'élément de contradiction et de paralysie réside, en dernière analyse, dans l'existence d'un système international de la bureaucratie qui ne cesse d'empêcher l'épanouissement d'une société socialiste dans les pays où le capitalisme a été renversé, et en même temps de jouer comme un frein majeur pour le développement de la révolution mondiale. Il faut un peu plus que quelques grèves sauvages pour mettre en échec la bureaucratie à l'échelle mondiale.

Dans une série de pays, nous sommes entrés dans une phase nouvelle, qui apparaît jusqu'ici comme une phase de déségrégation sociale et politique. Or, cette phase sera probablement assez longue, si notre analyse des tensions explosives de la société bourgeoise est correcte et si nous ne nous trompons pas dans l'appréciation de la potentialité de la classe ouvrière, mais aussi des contradictions et des limites actuelles de son mouvement politique. En ce qui concerne notamment l'Italie, cette tendance est de toute façon claire : nous sommes maintenant au sommet d'une vague d'une puissance extraordinaire, mais il est clair qu'il n'y a aucune possibilité que cette vague soit exploitée dans un sens révolutionnaire à une échéance rapprochée. Il y aura, donc, des replis, des contrecoups, même des tentatives de droite ; mais il nous paraît exclu que la bourgeoisie réussisse à rétablir entièrement son contrôle, à retrouver la stabilité qu'elle a connue pendant une assez longue période. La crise sociale et politique se poursuivra.

Pour revenir à la situation éminemment contradictoire dont nous parlons, aujourd'hui en Italie plus que n'importe où, la classe ouvrière aurait besoin de syndicats révolutionnaires, de soviets, d'un parti révolutionnaire. Tout cela n'existe pas.

Or, lorsqu'il y a une demande pressante et l'offre est insuffisante, des marchandises avariées ou bâtarde circulent. C'est la loi du marché. Ainsi, s'il n'y a pas de syndicats révolutionnaires, de soviets, de partis révolutionnaires, il y a en Italie des comités de base, des groupes d'intervention etc. De quoi s'agit-il précisément ?

Si nous posions la question aux membres des comités de base ou des groupes d'intervention eux-mêmes, les réponses seraient certainement très différentes, voire opposées. Cela serait, toutefois, le reflet beaucoup plus d'une réalité contradictoire que des faiblesses subjectives des militants (qui pourtant existent).

En effet, un comité de base, peut jouer le rôle d'un syndicat de gauche, le rôle d'un embryon d'organe de type soviétique et, exceptionnellement, même le rôle qui appartiendrait à un parti révolutionnaire : tout cela soit à des étapes différentes de son activité, soit en même temps. Cela peut apparaître paradoxal ; mais cela s'est passé dans la réalité, indépendamment du niveau de conscience atteint par ceux qui étaient les protagonistes de pareilles expériences. Nous n'avons pas besoin de souligner tous les inconvénients qui découlent d'une telle pratique de substitution, d'en rappeler toutes les limites, pour nous absolument évidentes. Il serait, toutefois, erroné, de ne pas saisir la portée libératrice qu'ont eue ces expériences pour des secteurs de la classe ouvrière et pour des centaines, et même des milliers d'ouvriers d'avant-garde.

Pour donner une idée encore plus concrète des difficultés auxquelles nous nous heurtons maintenant, je donnerai deux exemples.

Le premier concerne la question de la politique des syndicats. Nous sommes tous d'accord ici à repousser les conceptions qui, en partant de la constatation du rôle conservateur que les syndicats jouent maintenant, nient même l'utilité pour la classe ouvrière du syndicat en tant que tel. Des difficultés peuvent surgir face aux tournants que les syndicats sont parfois obligés à faire. Les camarades français nous ont dit que chez eux les syndicats aujourd'hui opèrent dans le sens de ne pas généraliser, de parcelliser les grèves. En Italie, par contre, à partir de septembre, ils ont accéléré les mobilisations généralisées dans le but de limiter les possibilités de grèves sauvages en dehors de leur contrôle.

Un autre exemple concerne certaines explosions de la semaine passée dans quelques usines d'Italie, dont Fiat. Quelle est notre position face aux initiatives de certains groupes d'ouvriers qui ont adopté des méthodes de lutte très dures, en détruisant des voitures et en saccageant des bureaux ? Notre réponse serait assez facile, si nous nous trouvions dans deux cas-limites. Seules les luttes ouvrières généralisées se déroulaient sous une direction révolutionnaire, il est clair que toute initiative d'une telle nature devrait être critiquée comme une diversion. Si, par contre, nous étions encore dans une situation stagnante, des actions « provocatrices » pourraient s'avérer utiles. Mais dans la situation concrète d'aujourd'hui nous ne pouvons pas donner une réponse a priori. Il faut analyser le contexte précis et le critère essentiel doit être le suivant : nous sommes pour toutes les méthodes, même les plus dures et les moins « traditionnelles » qui permettent de stimuler et d'élargir la mobilisation des masses, nous sommes contre les méthodes qui risquent d'aboutir à l'isolement d'avant-gardes restreintes, en facilitant ainsi la répression.

Quelle doit être aujourd'hui l'attitude de notre mouvement ? Quels sont les problèmes que nous devons résoudre ? Fondamentalement, nous ne devons jamais oublier que dans une phase de grandes tensions révolutionnaires, nous devons opérer afin que la classe ouvrière puisse disposer de tous les instruments nécessaires pour l'issue victorieuse de sa lutte, à savoir de syndicats d'orientation révolutionnaire, d'organes de masses de type soviétique, du parti révolutionnaire. Cela vaut pour tous les pays, de la France et l'Italie au Danemark et la Hollande. Cela n'empêche que dans un pays donné, à une étape donnée, il peut s'avérer indispensable de fixer des priorités, d'exploiter les possibilités qui existent avant tout sur un terrain déterminé. L'essentiel sera de ne jamais perdre de vue l'interaction dialectique.

Si nous considérons le problème des syndicats, le refus pur et simple est maintenant en Italie l'attitude caractéristique de nombreux groupes de la gauche révolutionnaire. Nous avons toujours lutté contre de telles conceptions, qui ignorent ou minimisent la fonction irremplaçable des syndicats pour le mouvement ouvrier. Cela implique, étant donné que nous écartons, du moins à cette étape, l'idée de la construction de syndicats nouveaux, que nous devons nous efforcer d'utiliser les instruments qui existent. En pratique, un tel choix implique, toutefois, pas mal de difficultés étant donné la bureaucratization des appareils et étant donné le rôle conservateur que les directions syndicales jouent surtout dans des phases de tensions révolutionnaires.

En Italie, nous avons choisi actuellement la ligne de travailler surtout dans des organismes qui opèrent en dehors des syndicats, sans exclure une activité même au sein des syndicats. Le choix est, en premier lieu, en fonction de nos forces qui restent modestes et ne sauraient être dispersées dans des directions différentes. Mais il est surtout en fonction de l'ap-